



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Secrétariat général

***Accord-cadre à marchés subséquents relatif à la  
maintenance des systèmes de vidéoprotection,  
contrôle d'accès, anti-intrusion, SSI et des moyens  
de secours des sites de l'administration centrale du  
ministère de la Justice***

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIERES  
(CCTP)**

***Lot n°3 - (divisé en deux sections distinctes : SSI et  
moyens de secours)***

Numéro de la consultation : VB14022024

Procédure d'appel d'offres en application des articles L2124-1, L2124-2 et R2161-2  
à 5 du Code de la commande publique

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET PERIMETRE GENERAL .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – DUREE DE L’ACCORD CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DU SERVICE BENEFICIAIRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
Article 4.1 - Site de Vendôme .....	5
Article 4.2 – Site du Millénaire 2 et 3.....	5
Article 4.3 – Site de Russy-Bémont .....	5
<b>ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX INITIAL.....</b>	<b>6</b>
Article 5.1 – Planning annuel d’intervention pour les visites de maintenance préventive et évolutive.....	7
<b>ARTICLE 6 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS ET EVOLUTIONS .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 – PRESTATIONS ATTENDUES .....</b>	<b>8</b>
Article 7.1 – Classification du niveau d’intervention.....	8
Article 7.2 – Contrôle et maintenance préventive.....	8
Article 7.2.1 – Systèmes de sécurité incendie.....	9
Article 7.2.2 – Moyens de secours.....	11
Article 7.2.2.1 – Dispositifs de désenfumage naturel.....	11
Article 7.2.2.2 – Eclairage de sécurité.....	11
Article 7.2.2.3 – Installations d’instinction automatique à eau, type sprinkleur	12
Article 7.2.2.4 – Extincteur d’incendie portatifs .....	14
Article 7.2.2.5 – Robinets d’incendie armés (RIA).....	15
Article 7.2.2.6 – Colonnes sèches.....	16
Article 7.2.2.7 – Poteaux et bouches d’incendie .....	16
Article 7.3 – Périodicités attendues au titre de la maintenance préventive.....	17
Article 7.4 – Maintenance corrective.....	19
Article 7.4.1 - Moyens de levage.....	20
Article 7.4.2 – Stock tampon.....	21
Article 7.4.3 – Stockage du stock tampon et stationnement lors des interventions .....	21

Article 7.5 – Maintenance évolutive .....	22
Article 7.6 – Caractéristiques des pièces détachées requises.....	23
Article 7.6.1 - Suivi des pièces détachées.....	23
Article 7.6.2 – Absence d'exclusivité.....	24
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES .....	24
Article 8.1 – Protection des ouvrages et installations existantes .....	24
Article 8.2 – Nettoyage et évacuation des matériels changés et déchets résultant de son activité .....	24
Article 8.3 – Modifications des installations existantes.....	24
ARTICLE 9 – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	25
Article 9.1 – Prestation de maintenance préventive et évolutive.....	25
Article 9.2 – Prestation de maintenance corrective.....	25
Article 9.3 – Prolongement des délais d'exécution .....	26
ARTICLE 10 – FICHE D'INTERVENTION CONTRADICTOIRE.....	26
ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONSEIL /ALERTE .....	27
ARTICLE 12 – FORMATION DES AGENTS UTILISATEURS.....	27
ARTICLE 13 – CADRE TECHNIQUE REGLEMENTAIRE .....	28
ARTICLE 14 - ACCES AUX SITES ET PLAGES HORAIRES D'INTERVENTION.....	28
ARTICLE 15 – ACCESSIBILITE ET CONFIDENTIALITE .....	28
Article 15.1 - Accessibilité – Agrément des intervenants.....	28
Article 15.2 – Confidentialité .....	29
ARTICLE 16 – OBLIGATION DU TITULAIRE .....	29
ARTICLE 17 – MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL .....	30
ARTICLE 18 – BILAN ANNUEL .....	31
ARTICLE 19 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	33
ARTICLE 20 – REVERSIBILITE AU TERME DE L'ACCORD-CADRE .....	33
ARTICLE 21 - PERIMETRE D'INTERVENTION A TITRE INDICATIF .....	34
Article 21.1 - SSI et moyens de secours du site de Vendôme.....	34
Article 21.2 - SSI et moyens de secours du site du Millénaire.....	35
Article 21.3 - SSI et moyens de secours du site de Russy-Bémont .....	37

## ARTICLE 1 – OBJET ET PERIMETRE GENERAL

Le présent CCTP décrit les attendus techniques pour les prestations de maintenance préventive, corrective et évolutive des systèmes de sécurité incendie et des moyens de secours des sites de l'administration centrale du ministère de la Justice : Vendôme, Millénaire et Russey-Bémont, conformément aux dispositions réglementaires et aux normes en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre.

Ces missions sont divisées en deux sections distinctes : SSI et moyens de secours.

Les codes CPV sont les suivants :

44480000-8 – Maintenance installation système de sécurité incendie (SSI)

50610000-4 – Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

## ARTICLE 2 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de sa notification, reconductible tacitement 1 fois 2 ans sans excéder 4 ans.

En cas de non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre par lettre avec accusé de réception, couplé d'un mèl.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

## ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DU SERVICE BENEFICIAIRE

Le département défense, sûreté, sécurité (DD2S) a par délégation de la secrétaire générale du ministère de la Justice, la responsabilité des sites de l'administration centrale parisienne concernant la sécurité et la sûreté.

## ARTICLE 4 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### Article 4.1 - Site de Vendôme

Le site de Vendôme constitue le site historique du ministère de la Justice situé au 13 Place Vendôme à Paris dans le 1<sup>er</sup> arrondissement. Il se compose de cinq bâtiments: Vendôme, Bourvillais, Horloge, Cambon neuf et Cambon vieux. Il accueille sur une surface utile nette de 6 000 m<sup>2</sup> plus de 600 agents publics. Le site accueille les appartements du ministre, garde des Sceaux, son bureau, son cabinet, le secrétariat général, les directions des affaires criminelles et des grâces et des affaires civiles et du sceau et la délégation interministérielle d'aide aux victimes.

### Article 4.2 – Site du Millénaire 2 et 3

Le site du Millénaire est situé au 35 rue de la Gare dans le 19<sup>e</sup> arrondissement parisien en bordure du périphérique nord au niveau de la porte d'Aubervilliers. Il est composé de 2 bâtiments immédiatement voisins: l'immeuble Millénaire 3 rebaptisé depuis « Olympe de Gouges » ainsi que d'une partie de l'immeuble Millénaire 2.

Le site héberge le bureau du ministre, garde des Sceaux, le cabinet de la secrétaire générale, les services du secrétariat général, les directions de l'administration pénitentiaire, de la protection judiciaire de la jeunesse, des services judiciaires et l'inspection générale de la Justice.

- le bâtiment Olympe de Gouges accueille depuis septembre 2015 environ 1 600 agents publics sur une surface globale de 32 000 m<sup>2</sup>. Cet immeuble a été érigé en 7 étages autour d'un atrium central ; il dispose en outre d'un parking de 349 places sur 2 niveaux de sous-sol;
- le bâtiment du Millénaire 2 est un immeuble multi-occupants dont l'occupant principal est le ministère de la Justice depuis la fin de l'année 2020, représentant 90% d'occupation avec 1400 agents publics. Ce bâtiment, d'une surface globale de 22 854 m<sup>2</sup>, comprend 6 étages sur 2 niveaux de sous-sol avec un parking et des locaux techniques.

### Article 4.3 – Site de Russy-Bémont

Le site de Russy Bémont est situé à 80 kilomètres de Paris, au lieu-dit Les Fermes de Russy à Russy-Bémont dans le département de l'Oise.

Il s'agit d'un ensemble immobilier à usage d'entrepôt. Le bien comprend trois cellules attenantes d'environ 12 000 m<sup>2</sup>, communicant entre elles, sur un terrain de 23 611 m<sup>2</sup>. Les fonctions principales du bâtiment sont la conservation des archives de l'administration centrale; la conservation des fonds de la bibliothèque de la Chancellerie; le stockage du

patrimoine mobilier ; le stockage du matériel. Il accueille les agents du département des archives et du patrimoine.

## ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX INITIAL

Dès la première visite, dans le mois suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire réalisera un état des lieux assorti d'un diagnostic précis des installations.

Il fournira au DD2S dans un délai maximum d'un mois un compte rendu de visite avec :

- un schéma d'implantation des différents éléments constitutifs des SSI et des MS (sous Autocad ou équivalent) pour chacun des sites ;
- un inventaire exhaustif des équipements sous la forme d'une liste détaillée comprenant pour chacun d'eux : un emplacement géographique (site, bâtiment, étage, pièce, localisation) ; les caractéristiques essentielles (type, marque, modèle, date de mise en service, état de fonctionnement, etc.)

Cette reconnaissance porte notamment sur :

- L'état général des lieux et le quantitatif des équipements existants au moment de la visite ;
- L'origine et la provenance des matériels et équipements qui doivent être maintenus afin de juger de la capacité d'entretien de l'ensemble du parc et des possibilités de remplacement à l'identique ou le cas échéant par des produits similaires homologués ;
- Les conditions à mettre en oeuvre pour réaliser sa mission ;
- La nécessité de réaliser certaines interventions en dehors des heures ouvrées ;
- La localisation précise du matériel concerné ainsi que les conditions d'accessibilité.

**En conséquence, aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourra être réclamée.**

Ce document fera l'objet d'une mise à jour qui sera effectuée par le titulaire lors de chaque contrôle ultérieur qu'il réalisera.

- une notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement des installations sera fournie pour chaque matériel. Cette notice comportera une description des caractéristiques de l'installation.

En l'absence de transmission dans le délai demandé, le titulaire s'expose aux pénalités énumérées à l'article 12 du CCAP.

## **Article 5.1 – Planning annuel d'intervention pour les visites de maintenance préventive et évolutive**

Le titulaire sera chargé de la programmation et de la planification des prestations de maintenance préventive et évolutive pour chaque campagne annuelle d'entretien.

A ce titre, ce dernier s'engage à adresser dans le délai susvisé, un planning d'intervention sous forme d'un tableau reprenant de façon exhaustive la liste des opérations minimales d'entretien, la liste des pièces ou mécanismes à vérifier, les dates d'intervention préventives retenues ainsi que les mises à jours logicielles à venir.

Ce planning devra prendre en compte les caractéristiques du lieu desservi, les technologies spécifiques des installations, la fréquence d'utilisation, les stipulations du présent CCTP, les prescriptions du fabricant ainsi que les textes réglementaires.

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de formuler des observations.

Dans cette hypothèse, le titulaire actualise son planning d'intervention et le transmet au service concerné dans un délai de 2 semaines au maximum à compter de la demande.

En cas de non-respect des dates fixées conjointement hors cas de force majeure dûment notifié, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

## **ARTICLE 6 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS ET EVOLUTIONS**

Le descriptif quantitatif des installations concourant à la sécurité des 3 sites vis-à-vis du risque incendie, figure à l'article 21 du présent document.

Lors de la première visite de maintenance et dans un délai maximum d'un mois suivant la date de notification de l'accord-cadre, le titulaire et le service bénéficiaire devront s'accorder sur la liste exhaustive des installations à entretenir.

Le titulaire est réputé à compter de la remise de l'inventaire connaître parfaitement les installations à sa charge, et en conséquence, renonce à faire état de difficultés résultant de la qualité du matériel ou du fonctionnement des installations.

Des évolutions sont à prévoir en cours de prestation comme l'installation d'un sprinkler au Millénaire, d'un RIA et de l'asservissement au SSI de portes coupe-feu à Russy-Bémont, ainsi que l'asservissement au SSI des BAES sur les trois sites concernées. Il en va de même pour les équipements listés en infra dans les inventaires qui sont obsolètes et devant faire l'objet d'un renouvellement dans le cadre d'un marché de modernisation ultérieur.

A chaque modification du parc des équipements, le cas échéant après la période de garantie, un marché subséquent sera lancé à partir de l'inventaire réactualisé.

Le montant annuel du forfait préventif sera réévalué dans la limite des plafonds de l'accord-cadre initial.

## ARTICLE 7 – PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire de l'accord-cadre assurera le contrôle, la maintenance préventive, corrective et , évolutive des systèmes de sécurité incendie et des moyens de secours des 3 sites de Vendôme, du Millénaire et de Russy-Bémont ainsi que la formation des utilisateurs.

Le registre de sécurité sera systématiquement renseigné et signé par le prestataire, ainsi que la main courante du SSI.

### Article 7.1 – Classification du niveau d'intervention

Le titulaire prendra en charge les opérations de maintenance de niveau 1 à 5, au sens de la norme NFX60-000.

### Article 7.2 – Contrôle et maintenance préventive

La maintenance préventive consiste à contrôler l'état des éléments constitutifs des systèmes de sécurité incendie d'une part et des moyens de secours de l'autre, à en vérifier le bon état de fonctionnement et à en assurer l'entretien.

Elle renvoie à toute prestation programmée dans l'intention de réduire la probabilité d'une défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir dans le temps les performances de ce bien à un niveau proche de ses performances initiales, en vue d'assurer son utilisation optimale.

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur notamment :

- ensemble des normes NF, EN en vigueur notamment la norme AFNOR NF S61-933 ;
- ensemble des règles APSAD applicables ;
- spécifications formelles des constructeurs ;
- Code de la construction et de l'habitation tant sur l'aspect légal que réglementaire ;
- Code du travail ;
- arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration.

Les visites de contrôle périodique des équipements, à une date convenue entre les parties, feront l'objet d'un rapport adressé par voie dématérialisée sous une semaine DD2S.



Le rapport renseignera les tâches effectuées, les actions correctives recommandées afin d'assurer une totale disponibilité du système et si besoin les préconisations nécessaires à la remise en conformité des installations ou à l'amélioration des performances du système avec valorisation financière (devis).

Lors de ces opérations, le remplacement des éléments à durée de vie limitée (batteries, déclencheurs pyrotechniques) est réputé inclus dans le forfait annuel de maintenance préventive.

Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

## **Article 7.2.1 – Systèmes de sécurité incendie**

---

Les systèmes de sécurité incendie comprennent :

- équipements de contrôle et de signalisation ;
- tableaux de signalisation ;
- détecteurs d'incendie ;
- indicateurs d'action ;
- déclencheurs manuels ;
- diffuseurs sonores ;
- installations de systèmes d'extinction automatique à gaz (IEAG) ;
- Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE).

### ➤ **Principaux textes applicables**

- Code du travail, art. R4224-17, R4227-1 à R4227-41 et R.4227-55 à R4227-57
- Norme NF EN 13306 "Maintenance- Terminologie de la maintenance "
- Norme NF S 61-933 "Système de Sécurité Incendie (SSI) - Règles d'exploitation et de maintenance", édition décembre 2022
- Norme NF S 61-934 "Gestion centralisée des issues de secours"
- Règle APSAD R7 "Détection automatique d'incendie"
- Norme NF EN 15004-1 "Installations fixes de lutte contre l'incendie - Installations d'extinction à gaz - Partie 1 : calcul, installation et maintenance"
- Règle APSAD R13 "Installations de systèmes d'extinction automatique à gaz (IEAG)"
- Guide GIFEX (Groupement des fabricants installateurs des systèmes d'extinction automatique fixes)"Maintenance des Installations d'Extinction Automatique à Gaz (IEAG) "
- Spécifications formelles du constructeur.

### ➤ **Nature des prestations**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la

prestation, et particulièrement à la norme NF S 61-933 et à la règle APSAD R7. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Essais fonctionnels du Système de Détection Incendie (SDI)
    - Détecteurs d'incendie (DI)
    - Équipement de contrôle et de signalisation (ECS)
    - Déclencheurs manuels (DM)
  - Essais fonctionnels du Système de Mise en Sécurité Incendie (SMSI)
    - Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie (CMSI)
      - Unité de gestion des alarmes (UGA) ;
      - Unité de gestion centralisée des issues de secours (UGCIS) ;
      - Unité de signalisation (US) ;
      - Unité de commande manuelle centralisée (UCMC).
    - Dispositifs Adaptateurs de Commande (DAC)
    - Dispositifs actionnés de sécurité (DAS)
    - Diffuseurs Sonores (DS)
    - Équipements d'Alarme (EA)
  - Essais fonctionnels de l'Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE)
    - Mise à jour des licences incluse
  - Essais fonctionnels du Système d'Extinction Automatique à Gaz (IEAG)
    - Système de Détection Incendie (SDI et ECS)
    - Dispositif Electrique de Commande et de Temporisation (DECT)
    - Système d'Extinction (bouteilles et système de diffusion)
  - Accompagnement de l'organisme de contrôle agréé
  - Renseignement du registre de sécurité
- Périodicité :
- 6 mois

➤ **Prestations complémentaires**

Le titulaire sera chargé du reconditionnement des détecteurs optiques de fumée à raison de 50% par an et par site.

## Article 7.2.2 – Moyens de secours

---

Les moyens de secours comprennent :

- dispositifs de désenfumage naturel;
- éclairage de sécurité ;
- installations d'extinction automatique à eau de type sprinkler;
- extincteurs d'incendie portatifs ;
- robinets d'incendie armés (RIA) ;
- colonnes sèches ;
- poteaux et bouches d'incendie.

### Article 7.2.2.1 – Dispositifs de désenfumage naturel

---

➤ **Principaux textes applicables :**

- Code du travail, art. R4224-17
- Règle APSAD R17 "Systèmes de désenfumage naturel"

➤ **Périodicité :**

- Annuelle

➤ **Nature des prestations**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement à la règle APSAD R17. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Inspection visuelle de l'installation
- Vérification fonctionnelle de l'installation (notamment les commandes d'ouverture)

Les installations devront être remise en état de fonctionnement à la fin de la prestation, notamment par un réapprovisionnement des installations en consommable.

### Article 7.2.2.2 – Eclairage de sécurité

---

➤ **Principaux textes applicables :**

- Code du travail, art. R4224-17
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité
- Arrêté du 14 décembre 2011 relatif aux installations d'éclairage de sécurité

- Norme NF C 71-810 "Maintenance des blocs autonomes portables d'intervention (BAPI)".
- Norme NF C 71-830 "Maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité BAES et BAEH"

➤ **Périodicité :**

- Annuelle

➤ **Nature des prestations**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur au moment de la prestation, et particulièrement aux normes NF C 71-810 et NF C 71-830. Ces prestations comprendront notamment, mais sans exhaustivité, les points suivants :

- Vérification de l'autonomie d'au moins une heure
- Contrôle visuel de la présence secteur sur les blocs
- Coupure de l'alimentation secteur des blocs
- Vérification de l'allumage des lampes d'éclairage de sécurité
- Vérification du fonctionnement de la télécommande
- Contrôle de l'autonomie réglementaire
- Contrôle des composants des BAES/ BAPI
- Aspect des accumulateurs
- Nettoyage de l'appareil, remplacement des étiquettes
- Rétablissement de l'alimentation secteur des blocs
- Collage étiquette de contrôle
- Remise du rapport de visite
- Inscription dans le registre de sécurité

### **Article 7.2.2.3 – Installations d'extinction automatique à eau, type sprinkleur**

Il est prévu l'installation de sprinkleurs en cours d'exécution de l'accord-cadre, un marché subséquent interviendra lors de l'évolution du parc.

➤ **Principaux textes applicables**

- Norme NF EN 12845 "Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction automatique du type sprinkleur - Conception, installation et maintenance"
- Règle APSAD R1 "Extinction Automatique à Eau, type sprinkleur - Service d'installation et de maintenance"

➤ **Nature des prestations et périodicité :**

Les opérations de vérification périodique et de maintenance préventive seront effectuées conformément au référentiel APSAD R1. Ces prestations ont pour objet le contrôle du maintien en adéquation de l'installation et du niveau de performance des sources d'eau. Elles comprennent:

○ **Vérification :**

Les opérations de vérification définies dans l'APSAD R1 doivent être réalisées semestriellement. Ces opérations sont les suivantes :

- Nettoyage
- Remplacement des éléments déformés
- Vérification de l'absence de corrosion

Périodicité : 6 mois

○ **Entretien :**

Les opérations d'entretien définies dans l'APSAD R1 doivent être réalisées annuellement. Ces opérations concernent notamment les équipements suivants :

- Moteur Diesel
- Accouplement moteur-pompe
- Poste antigel
- Chandelles antigel visitable
- Déshumidificateur

Périodicité : 12 mois

○ **Entretien approfondi**

Les opérations d'entretien approfondi définies dans l'APSAD R1 doivent être réalisées tous les 3 ans. Ces opérations concernent notamment les équipements suivants :

- Réserve d'eau et accessoires
- Poste de contrôle
- Système antigel
- Accessoires
- Déshumidificateur
- Unité de stockage et de dosage (USD)/installation avec émulseur
- Groupe électrogène de secours

Lors d'une opération triennale (entretien approfondi) sur deux, il est également nécessaire de réaliser les opérations sur la vanne à tige sortante et la vanne guillotine.

Périodicité : 3 ans

A l'issue de chaque opération de vérification périodique et de maintenance préventive, un compte-rendu doit être établi suivant le modèle Q1 de l'APSAD et envoyé à l'APSAD.

#### Article 7.2.2.4 – Extincteur d'incendie portatifs

➤ **Principaux textes applicables**

- Code du travail, art. R4224-17
- Norme NF S 61-919 "Maintenance des extincteurs d'incendie portatifs"
- Règle APSAD R4 "Extincteurs portatifs et mobiles"
- CNMIS, Guide pour la maintenance des extincteurs mobiles

➤ **Périodicité**

	Eau	Poudre	CO2
<b>Maintenance</b>	1 an	1 an	1 an
<b>Maintenance additionnelle approfondie Renouvellement de la charge*</b>	5 et 15 ans	5 et 15 ans	–
<b>Révision en atelier Renouvellement de la charge**</b>	10 ans	10 ans	10 ans
<b>Durée de vie</b>	20 ans	20 ans	Non défini

\* Sauf si les résultats de la maintenance effectuée par la personne compétente ou le centre de révision conformément aux instructions des fabricants autorisent la poursuite de l'utilisation des agents extincteurs. Pour cela le fabricant d'extincteur doit fournir des éléments objectifs sur la durée de vie des agents extincteurs.

\*\* Le remplacement des parties n'affecte pas ces intervalles. Par exemple, en cas de remplacement du tuyau flexible d'extincteur portatif au bout de 6 ans de service de cet extincteur à dater de l'installation, la révision en atelier dans le centre de révision doit être effectuée 4 ans plus tard.

➤ **Nature des prestations**

Les opérations de vérifications périodiques et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur à la date de la prestation et particulièrement à la norme NF S 61-919 et à la règle APSAD R4.

Les opérations de vérifications périodiques et de maintenance préventive des extincteurs d'incendie portatifs feront l'objet d'un tarif forfaitaire comprenant :

- le déplacement et la main-d'œuvre ;
- la maintenance préventive selon l'annexe B de la norme NF S 61-919 ;
- la maintenance additionnelle approfondie selon l'annexe C de la norme NF S 61-919 et renouvellement de la charge ;
- la révision en atelier et le renouvellement de la charge selon l'annexe D de la norme NF S 61-919 ;
- l'échange standard à 10 ans des extincteurs.

## Article 7.2.2.5 – Robinets d'incendie armés (RIA)

---

### ➤ Principaux textes applicables :

- Norme NF S 62.201 « Règles d'installation et de maintenance des Robinets d'Incendie Armés équipés de tuyaux semi-rigides. »
- Norme NF EN 671-1 « Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 1 : robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides »
- Règle APSAD R5 « Robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés »

### ➤ Nature des prestations et périodicité

Les opérations de vérifications périodiques et de maintenance préventive seront effectuées conformément aux dispositions réglementaires et normatives en vigueur à la date de la prestation et particulièrement à la règle APSAD R5.

#### • Contrôle trimestriel

- Vérification de la présence des éléments constituant l'installation
- Vérification de la bonne accessibilité et visibilité
- Vérification des marquages (conformité, mode d'emploi, étiquettes de maintenance)
- Vérification de l'absence de dégradation
- Vérification de la corrosion de l'appareil
- Test de fonctionnement des vannes amont du robinet d'arrêt
- Essais de fonctionnement RIA
- Vérification du fonctionnement du manomètre
- Vérification de la quantité suffisante d'émulseur ou additif (seulement pour les PIA)
- Vérification de la date de validité de l'émulseur ou additif (seulement pour les PIA)

#### • Contrôle annuel

- Contrôle trimestriel
- Test de pression statique
- Test de pression dynamique

#### • Contrôle quinquennal

- Contrôle annuel
- Nettoyage et entretenir tous les réservoirs
- Remplacement des joints d'étanchéité défectueux des RIA/PIA

## Article 7.2.2.6 – Colonnes sèches

### ➤ Principaux textes applicables

- Norme NF S 61-759 « Matériel de lutte contre l'incendie - Colonnes d'incendie (sèches et en charge) - Installation et maintenance » en particulier les articles 4.8 et 4.9

### ➤ Nature des prestations et périodicité :

- Tous les trimestres : contrôle visuel pouvant toutefois augmenter la fréquence si la situation l'exige.
- Tous les ans : réalisation d'un essai hydrostatique à débit nul ayant pour but de détecter d'éventuelles fuites, des défaillances sur les pièces constituant et toute autre anomalie. La pression d'épreuve de 16 bars au niveau de l'alimentation de la colonne, sous eau exclusivement, pendant 20 minutes minimum.
- Tous les 5 ans : réalisation d'un essai hydraulique en régime d'écoulement ayant pour objet de détecter la présence d'éventuels corps étrangers ou réduction de passage, des défaillances sur les pièces et toute anomalie nécessitant une opération de remise en conformité. Il convient de vérifier que le débit nominal/minimal de la colonne peut toujours être atteint jusqu'à la prise la plus défavorisée. L'essai s'effectue exclusivement en eau, à une pression maximale de 15 bars au niveau de l'alimentation de la colonne.

Si le vérificateur constate que la colonne n'est plus opérationnelle, doit être prévenu le jour même simultanément le centre opérationnel de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) ou du Service d'Incendie et de Secours de l'Oise (SDIS 60) et en interne le DDSS et confirmer par écrit cette information dans un délai de 24 h ouvrables. De plus, sur site, la colonne doit être identifiée comme étant hors d'usage.

Les opérations de maintenance doivent être consignées dans le registre de sécurité.

## Article 7.2.2.7 – Poteaux et bouches d'incendie

### ➤ Principaux textes applicables

- Norme NF S 62-200 « Matériels de lutte contre l'incendie. Poteaux et bouche d'incendie Règles d'installation, de réception et de maintenance »
- Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI)

### ➤ Nature des prestations et périodicité

Pour garantir en permanence l'efficacité des sapeurs-pompiers dans les opérations de lutte contre l'incendie, le titulaire aura assurer :

- le maintien en condition opérationnelle des points d'eau ;
- les contrôles périodiques suivants :
  - contrôle fonctionnel : tous les ans



- contrôle de débit et de pression : tous les 3 ans

Afin de remplir ces obligations, le STEA (Service Technique de l'Eau et de l'Assainissement) de la ville de Paris ou de Russey-Bémont sera tenu informé des résultats des actions de maintenance et de chacun des contrôles périodiques effectués.

Au cours de la visite préventive, s'il est constaté des dégradations mineures ne faisant plus l'objet d'une garantie du constructeur et/ou du prestataire des équipements constitutifs du système de sécurité incendie et des moyens de secours, la réparation fera l'objet d'un bon de commande à titre de régularisation conforme au déboursé réel.

Il est attendu que durant ces interventions, seul le coût du matériel soit facturé hormis les éléments à durée de vie limitée (batteries, déclencheurs pyrotechniques) inclus au forfait.

Un rapport mentionnera les réparations réalisées.

### Article 7.3 – Périodicités attendues au titre de la maintenance préventive

Sites	Sous-ensemble	Essais fonctionnels	Niveau de service
<b>Millénaire 2 et 3</b>		Système de Détection incendie Système de Mise en Sécurité Incendie	2 visites par an
		Unité d'aide à l'exploitation	1 visite par an
		Alarme évacuation	1 visite par an
		Compartimentage	1 visite par an
		Désenfumage naturel	1 visite par an
		Désenfumage mécanique Mesures de débit d'air inclus	1 visite par an
		Installations d'extinction automatique compris 1 contrôle d'étanchéité des locaux protégés (Ventitest)	2 visites par an
		Alimentations électrique et pneumatique	1 visite par an
		Remplacement des éléments à durée de vie limitée (Batteries et déclencheurs pyrotechniques)	7 – inclus au forfait préventif

		Maintenance mécanique DAS (Compartimentage, désenfumage naturel, désenfumage mécanique)	1 visite par an
		Bilan annuel	Livrable attendu
		Maintenance système de détection gaz	1 visite par an
		Maintenance UGCIS (17 verrous asservis)	1 visite par an
	<b>Moyens de secours</b>		
		Maintenance Extincteurs	1 visite par an
		Maintenance exutoires de fumée	1 visite par an
		Maintenance colonnes sèches	1 visite par an
		Système de Détection incendie Système de Mise en Sécurité Incendie	2 visites par an
		Unité d'aide à l'exploitation	1 visite par an
		Alarme évacuation	1 visite par an
		Compartimentage	1 visite par an
		Installations d'extinction automatique compris 1 contrôle d'étanchéité des locaux protégés (Ventitest)	2 visites par an
		Alimentations électrique et pneumatique	1 visite par an
		Remplacement des éléments à durée de vie limitée (Batteries et déclencheurs pyrotechniques)	Inclus au forfait préventif
		Maintenance mécanique DAS (compartimentage, désenfumage naturel, désenfumage mécanique)	1 visite par an
		Bilan annuel	Livrable attendu
<b>Vendôme</b>			

	<b>Moyens de secours</b>	Maintenance système de détection gaz	1 visite par an
		Maintenance Extincteurs	1 visite par an
		Maintenance bouches incendie	1 visite par an
		Maintenance exutoires de fumée	1 visite par an
<b>Russy-Bémont</b>	<b>Système de sécurité incendie</b>		
		Système de Détection incendie Système de Mise en Sécurité Incendie	2 visites par an
		Alarme évacuation	1 visite par an
		Compartimentage	1 visite par an
		Alimentations électrique et pneumatique	1 visite par an
		Remplacement des éléments à durée de vie limitée (Batteries et déclencheurs pyrotechniques)	Inclus au forfait préventif
		Bilan annuel	Livrable attendu
		Maintenance système de détection gaz	1 visite par an
	<b>Moyens de secours</b>		
		Maintenance Extincteurs	1 visite par an
		Maintenance désenfumage naturel	1 visite par an
		Maintenance RIA	1 visite par an
		Maintenance poteaux incendie	1 visite par an

## Article 7.4 – Maintenance corrective

La maintenance corrective a pour objet une intervention ponctuelle suite à un dérangement, un dysfonctionnement des équipements, des logiciels, des connexions réseaux ou électriques d'une partie ou de l'ensemble du système de sécurité incendie.

La maintenance corrective désigne l'ensemble des interventions effectuées afin d'assurer la remise en état de fonctionnement des biens à la suite d'une défaillance totale ou partielle, d'altération ou cessation de l'aptitude du bien à accomplir la fonction requise, la découverte d'une anomalie constatée lors d'une opération de maintenance préventive forfaitisée.

La maintenance corrective dite palliative consiste en une réparation permettant de retrouver état de fonctionnement avec un caractère provisoire.

La maintenance correcttive dite curative implique le remplacement partiel ou total du matériel le cas échéant.

Lorsque des opérations curatives des installations sont nécessaires, le titulaire rédige après son intervention un rapport décrivant la ou les défaillances et fournit au DD2S un devis au plus tard le premier jour ouvré suivant la visite ayant permis d'identifier la ou les défaillances.

Les interventions de maintenance corrective sont déclenchées uniquement sur demande de prise en charge formulée par le service bénéficiaire. Un bon de commande de régularisation interviendra a posteriori et reprendra les prix indiqués au BPU hormis le remplacement des éléments à durée de vie limitée (batteries, déclencheurs pyrotechniques) réputé inclus au forfait de la maintenance préventive.

Tout élément hors bordereau fera l'objet d'un rapport et d'un devis, pour son remplacement, si et seulement si cet ou ces éléments n'ont plus de garantie du constructeur ou du prestataire.

Dans le devis adressé par le titulaire au DD2S, sont repris et distingués :

- la nature des opérations ;
- le coût du déplacement et de la main d'oeuvre horaire facturés selon le BPU annexé ;
- Le coût des matériaux et pièces à remplacer le échéant, conforme au déboursé réel affecté du coefficient multiplicateur porté au BPU. Le titulaire devra joindre la facture d'achat.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, par remise en fonctionnement (éventuellement en mode dégradé par une action palliative) des installations en cas de panne.

La maintenance corrective prévoit aussi une astreinte téléphonique incluse en télédiagnostic 7 jours/7 et 24h/24 comprise au forfait et des interventions à sur site à planifier, qui feront l'objet de bons de commande.

Le titulaire aura accès au VPN (Virtual Private Network) permettant d'intervenir à distance sur le réseau du ministère afin de permettre le télédiagnostic des installations concernées.

#### **Article 7.4.1 - Moyens de levage**

Dans le cadre de ses interventions, le titulaire pourra être amené à réaliser des interventions en hauteur (25M, 11m) pouvant mobiliser une nacelle, échafaudages ou escabeau de maintenance mobile. Ce dernier veillera à s'assurer que les intervenants soient bien habilités à cet exercice. (cordistes par exemple).

Dans cette hypothèse, le titulaire se réfère au poste du BPU correspondant.

Toutefois, pour les missions à hauteur intermédiaire, les moyens de levage sont réputés inclus dans le coût horaire de main d'œuvre.

### **Article 7.4.2 – Stock tampon**

Il est à noter que le titulaire devra prévoir en stock du matériel suffisamment si le délai d'approvisionnement excède le délai prévu par la GTR afin d'assurer la continuité et la sécurité du service. La liste des pièces concernées sera déterminée conjointement entre le service bénéficiaire et le titulaire dans le mois suivant la réunion de démarrage avec la justification technique, la criticité et délai d'approvisionnement.

#### **Article 7.4.2.1 – Gestion du stock tampon**

Le titulaire après constitution du stock, devient responsable de son intégrité et assure :

- une gestion optimale : inventaire exhaustif actualisé ;
- approvisionnement en tenant compte des évolutions des besoins ;
- le maintien des pièces en l'état.

Chaque mois, le prestataire fait état du mouvement du stock (entrée et sortie) et de l'état final du stock, des pièces de rechanges et consommables du mois précédent.

### **Article 7.4.3 – Stockage du stock tampon et stationnement lors des interventions**

Un local fermant à clef pourra être mis à disposition du titulaire.

Son emplacement sera défini lors de la réunion de cadrage entre les deux parties.

En aucun cas l'administration ne sera dépositaire du matériel entreposé dans le local.

Celui-ci reste sous la responsabilité exclusive du titulaire, et aucun dédommagement ne sera accordé en cas de dégradations, de vol ou de tout autre incident intervenant sur le matériel entreposé.

Un emplacement pour stationner un véhicule léger pourra aussi être mis à disposition pour la durée des interventions.

Les demandes de stationnement de véhicules de livraison de matériel, ou véhicules spéciaux (nacelles, ...), ainsi que les dégagements nécessaires aux opérations devront faire l'objet d'une demande préalable au service bénéficiaire avec un délai de prévenance d'au moins 24h.

## Article 7.5 – Maintenance évolutive

La maintenance évolutive consiste à faire évoluer une application, un logiciel en vue de modifier son comportement et/ou de proposer de nouvelles fonctions. Elle concourt ainsi à améliorer, voire à redévelopper des fonctions existantes mais aussi à développer de nouvelles fonctionnalités afin de faire face à de nouvelles exigences.

Le DD2S devra être informé des mises à jour majeures sur le système (serveur, logiciels, ...) permettant de faire fonctionner le système de sécurité incendie.

Par ailleurs, dans le cadre de sa maintenance évolutive, le titulaire de l'accord-cadre fera automatiquement bénéficier le DD2S des nouvelles versions des produits déployés après validation préalable du devis correspondant et de la pertinence de l'évolution envisagée.

Concernant les mises à jour de versions (mises à jour évolutives) des logiciels inclus au forfait le titulaire informera le DD2S de sa faisabilité. Il indiquera clairement les changements (en plus et/ou en moins) fonctionnels de la nouvelle version. Chaque mise à jour ne devra pas engendrer de dégradation des anciennes fonctionnalités (critère de non régression du produit).

Dès l'aval du DD2S, sous forme d'un mail, le titulaire pourra intervenir pour la mise en œuvre de la nouvelle version de la solution applicative. Le titulaire procédera à la transmission des livrables de la nouvelle version.

Par ailleurs, dans le cadre de sa maintenance évolutive, le titulaire de l'accord-cadre fera automatiquement bénéficier le DD2S des nouvelles versions des produits déployés sous réserve de l'autorisation expresse du service bénéficiaire.

De même, le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenant en cours de durée du présent accord-cadre, à exécuter tous les travaux de mise en conformité des appareils avec les spécifications des nouveaux règlements. Les travaux nécessaires à cette mise en conformité feront l'objet, pour accord, d'un devis détaillé soumis à l'approbation du service bénéficiaire. Celui-ci se réserve le droit de statuer sur l'opportunité de la réalisation par le titulaire du présent accord-cadre ou par une autre entreprise de son choix.

La maintenance évolutive est déclenchée sur la base d'un forfait annuel comprenant une mise à jour annuelle majeure, les livrables, le coût de l'intervention (main d'œuvre et déplacements inclus).

Le titulaire indique dans le planning d'intervention, les dates retenues par site dans le respect du niveau de service ci-après.

Sites	Sous-ensemble	Essais fonctionnels	Niveau de service
<b>Millénaire 2 et 3</b>	<b>Système de sécurité incendie</b>	Mise à jour de licence DESIGO CC	1 fois par an
<b>Vendôme</b>	<b>Système de sécurité incendie</b>	Mise à jour de licence DESIGO CC	1 fois par an

## Article 7.6 – Caractéristiques des pièces détachées requises

Dans le cadre des opérations de maintenance préventive et corrective le remplacement des pièces intervient uniquement pour les équipements ne bénéficiant plus d'aucune garantie constructeur et en dernier recours.

Dès lors, les pièces détachées devront être remplacées à partir des pièces neuves et à, minima de caractéristiques et performances identiques ou équivalentes à celles préconisées par le constructeur ou existantes sur les sites (matériau, aspect, dimensions, fonctionnement, technologie etc.)

Le titulaire s'engage à ce que ces équipements soient compatibles avec le fonctionnement et la pérennité des matériels et installations existants.

Le remplacement de ces équipements s'opère de la manière suivante :

- Le service bénéficiaire sollicite un devis auprès du titulaire, le montant à payer est le déboursé réel affecté du coefficient multiplicateur porté au BPU. Le titulaire joindra impérativement la facture d'achat correspondante.

A titre dérogatoire et après validation expresse du service bénéficiaire, le prestataire peut recourir à des pièces d'occasion dès lors qu'il n'existe plus sur le marché de pièces neuves, en raison de l'obsolescence des équipements de l'administration.

Il procède alors à toute démarche de contrôle qualité de nature à prévenir des dysfonctionnements éventuels résultant de l'emploi de ces pièces.

### Article 7.6.1 - Suivi des pièces détachées

Le titulaire devra tenir à jour un document dématérialisé indiquant de manière exhaustive les informations suivantes :

- Type de pièce commandée avec sa marque, référence, n° série ;
- Date d'entrée en service ;
- Durée de la garantie ;
- Principales caractéristiques techniques ;
- Emplacement.

Ce suivi devra permettre de visualiser l'ensemble des pièces détachées acquises durant l'exécution de l'accord-cadre.

Le prestataire veillera à son actualisation régulière.

A défaut, il s'expose aux pénalités énoncées à l'article 12 du CCAP.

## **Article 7.6.2 – Absence d'exclusivité**

S'agissant de l'achat de pièces détachées auprès du titulaire, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de s'adresser à un autre opérateur économique en cas de rupture de stock et/ou délai d'approvisionnement trop contraint au regard de la criticité de la défaillance.

## **ARTICLE 8 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 8.1 – Protection des ouvrages et installations existantes**

Lors de toute intervention du titulaire, les techniciens doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la conservation sans dommage des ouvrages, installations existantes.

Toute détérioration sera imputée au titulaire.

### **Article 8.2 – Nettoyage et évacuation des matériels changés et déchets résultant de son activité**

Les sites de l'administration, doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté.

Les déchets sont évacués au fur et à mesure de l'intervention.

Le titulaire doit enlever toutes les protections qu'il aura mise en place et nettoyer tous les environnements touchés par son intervention.

Sera à la charge du titulaire l'évacuation des matériels changés et la présentation quand cela est nécessaire (obligatoire pour les batteries) d'un bordereau de suivi des déchets industriels (B.D.S.I.).

En aucun cas, il ne sera admis de stockage dans les locaux d'intervention.

En cas de non observation de ces dispositions, le maître d'ouvrage fera procéder au nettoyage ou à l'évacuation des déchets par une entreprise de son choix et la facturation de cette intervention sera à la charge de l'entreprise titulaire.

### **Article 8.3 – Modifications des installations existantes**

Pendant toute intervention sur les sites du ministère, le titulaire ne peut en aucun cas de son propre chef, modifier les installations existantes, sans l'accord préalable express du représentant du service bénéficiaire.



En cas de manquement constaté, ce dernier s'expose aux pénalités énumérées à l'article 12 du CCAP.

## ARTICLE 9 – DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### Article 9.1 – Prestation de maintenance préventive et évolutive

Le titulaire s'engage à respecter les échéances et les dates indiquées dans son planning d'intervention conformément aux périodicités figurant au présent document. En cas de non respect, sauf cas de force majeure, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

### Article 9.2 – Prestation de maintenance corrective

Au titre de la maintenance corrective, le titulaire s'engage à intervenir en cas d'incident, d'arrêt ou de fonctionnement défectueux des installations, pour les remettre en fonctionnement normal, dans les conditions suivantes :

Sur simple appel téléphonique du représentant du service bénéficiaire couplé d'un mèl, les dépannages et réparations sont effectués sur une plage d'intervention 24h/24 et 7J/7 dans les délais maximaux indiqués ci-après à compter de la demande de prise en charge :

**Intervention critique sur site, est entendu tout incident relatif à la sécurité du personnel et/ou du site**

- **GTL** : 2h pour la prise en main à distance via une connexion VPN (Virtual Private Network) à des fins de télédiagnostic, 4h ouvrées pour un déplacement sur site.
- **GTR** : 72h

**Intervention non critique, est entendu tout incident relatif au fonctionnement normal des équipements et risquant de détériorer des biens, équipements.**

- **GTL** : 4h pour la prise en main à distance via une connexion VPN (Virtual Private Network) à des fins de télédiagnostic, 48h ouvrées pour un déplacement sur site.
- **GTR** : 7 jours

Le cas échéant, un bon de commande de régularisation conforme aux prix indiqués au BPU interviendra a posteriori.

En cas de non-respect, hors cas de force majeure, le titulaire encourt les pénalités visées à l'article 12 du CCAP.

## Article 9.3 – Prolongement des délais d'exécution

Le titulaire s'engage à avertir le service bénéficiaire dans les plus bref délais en cas d'impossibilité notamment lorsqu'il est amené à intervenir sur une situation urgente auprès d'autre commanditaire uniquement pour la maintenance préventive et évolutive.

Pour les interventions correctives, le titulaire respectera les délais indiqués à l'article 9.2 du présent document.

Le prolongement des délais se réalise dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Toutefois, dans une situation d'urgence impérieuse menaçant gravement la sécurité, surêté des sites et des agents, en l'absence de réponse du titulaire et/ou en cas d'impossibilité d'intervenir dans le délai demandé, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de recourir à un prestataire extérieur.

## ARTICLE 10 – FICHE D'INTERVENTION CONTRADICTOIRE

A l'issue de chaque intervention, le titulaire devra veiller à faire signer une fiche d'intervention édicté par ses soins, par un représentant du site, dont le nom et coordonnées seront transmis à la notification.

Cette fiche devra être assortie de photographies permettant de visualiser les désordres le cas échéant.

Pour les prestations de maintenance préventive et évolutive: la fiche mentionnera à minima :

- la nature des contrôles effectués et le type d'équipements concernés, les anomalies, usures, risque de détérioration identifiées, les observations sur l'état général des équipements et installations et des propositions d'intervention supplémentaires.

Concernant les prestations de maintenance corrective, cette fiche indiquera à minima :

- date et heure de début , date et heure de fin de l'intervention et résolution de l'incident, nom, qualité de l'intervenant, l'objet du déplacement, le diagnostic de la panne, la nature des prestations réalisées, le détail des pièces changées et remplacées, les propositions d'intervention supplémentaire si nécessaire.

Ce document devra être impérativement joint à la facture afin de permettre son règlement.

Le candidat joindra dans son offre une proposition de fiche d'intervention au format dématérialisée.

Une version dématérialisée devra être également transmise à l'adresse électronique du service bénéficiaire ou disponible par le biais d'une plateforme numérique dédiée.

## ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONSEIL /ALERTE

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire fera toute suggestion qui lui semblerait utile à la protection des utilisateurs notamment sur les points suivants :

- Assistance technique : propositions de mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques, économiques des équipements ;
- Apporter une assistance à l'administration pour la mise en conformité en cas d'évolution des règlements, de la législation ou des matériels, logiciels plus performants, innovants et ce dès que le prestataire en aura connaissance ;
- Partager ses préconisations sur les pistes d'amélioration d'exploitation des installations et équipements notamment lorsque des systèmes vétustes peuvent être remplacés par des équipements ayant une meilleure adéquation avec les besoins et notamment en termes de performance énergétique et sécuritaire.

Il alerte sans délai le service bénéficiaire en cas de découverte lors de ses interventions, des dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est tenu de rendre compte immédiatement de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution des prestations et de signaler tout document manquant ou incohérent qui serait nécessaire à son intervention.

Il est rappelé que la responsabilité du titulaire pourrait être engagée en cas de manquement à ce devoir d'information et de conseil.

Le titulaire doit avertir les services en cas d'utilisation non conforme à la réglementation et être force de proposition pour assurer l'utilisation des systèmes en conformité avec ce cadre.

## ARTICLE 12 – FORMATION DES AGENTS UTILISATEURS

Lors de la visite annuelle de l'installation, le technicien réalisera une formation des utilisateurs à l'exploitation du système de sécurité incendie.

A titre indicatif, cette formation ponctuelle à destination des SSIAP pour une durée de 2h au maximum par session se déroulera comme suit :

- Site du Millénaire : 4 personnes à raison de deux sessions par an ;
- Site de Vendôme : 4 personnes à raison de deux sessions par an ;
- Site de Russy-Bémont : 2 personnes à raison d'une session par an.

Cette formation qui sera inscrite au forfait annuel pour chacun des 3 sites, sera consignée dans le registre de sécurité de l'établissement et les noms des personnes formées seront inscrits.

Elle pourra être renouvelée au cours de l'année, à la demande du ministère.

Ces formations sont réputées incluses dans le forfait de la maintenance préventive.

## ARTICLE 13 – CADRE TECHNIQUE REGLEMENTAIRE

Le titulaire s'engage à respecter les textes et normes européennes applicables aux établissements recevant du public tant pour les vérifications que pour les pièces et matériels fournis. De même, les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

Le titulaire informera le service bénéficiaire de toutes évolutions réglementaires ou normatives concernant le matériel.

## ARTICLE 14 - ACCES AUX SITES ET PLAGES HORAIRES D'INTERVENTION

Les dates et heures d'intervention seront prises en concertation avec le DD2S qui prendra les dispositions nécessaires pour rendre accessible aux agents du titulaire l'ensemble des espaces et installations concernés par les prestations.

Les trois sites de Vendôme, du Millénaire et de Russy-Bémont fonctionnent 24/7 de par une présence assurée en continu par des agents de sécurité (personnels pénitentiaires, ADS) et des agents de sécurité incendie et assistance à personnes (SSIAP).

D'une manière générale, les horaires d'ouverture des sites sont du lundi au vendredi : de 7h à 19h.

Le titulaire pourra être amené à intervenir en dehors des heures et jours ouvrés.

Aucun matériel ne sera mis à la disposition du titulaire. Il lui appartiendra en conséquence de fournir l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation de ses prestations.

## ARTICLE 15 – ACCESSIBILITE ET CONFIDENTIALITE

### Article 15.1 - Accessibilité – Agrément des intervenants

Les interventions dans les locaux des sites de Vendôme et du Millénaire sont soumises à l'obtention d'une autorisation d'accès délivrée par le DD2S après avis de la préfecture de police de Paris et conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code de la défense (article L1332-2-1 et les articles R1332-22-1 et suivants).

Cette autorisation est obligatoire pour l'ensemble des personnes amenées à intervenir sur ces sites. Le délai d'obtention de cette autorisation d'accès est de 7 jours environ, après

communication au DD2S des copies des pièces d'identité en cours de validité des personnes susceptibles d'intervenir.

Le titulaire devra adresser au représentant du DDSS les demandes d'agréments dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification du présent accord-cadre.

En cas de refus d'autorisation, le titulaire doit être en mesure de proposer au DD2S le remplacement des personnes non autorisées. En cas d'impossibilité, le contrat peut être résilié. Aucune réclamation ne pourra être émise pour les contraintes inhérentes à ces autorisations.

Il est recommandé au titulaire de demander l'agrément pour plusieurs intervenants afin de pallier un éventuel non agrément, des congés ou autre absence et d'éviter ainsi un arrêt ou retard dans l'exécution des prestations.

## **Article 15.2 – Confidentialité**

Le titulaire doit respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution de cette mission impliquant l'accès à des infrastructures sensibles, le traitement d'informations et supports classifiés.

Il s'engage à ne pas diffuser les plans et documents en sa possession et à signaler au maître d'ouvrage en cas de perte ou de vol de ces derniers.

Le titulaire aura l'interdiction formelle de divulguer à un tiers, sous quelque forme que ce soit, sans limitation de durée, toute information ou donnée informatique auxquelles il aurait eu accès dans le cadre de la mise en œuvre de sa solution et de ses relations avec le ministère de la Justice.

## **ARTICLE 16 – OBLIGATION DU TITULAIRE**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de résultat.

**Tous les équipements doivent être toujours opérationnels et strictement en état de fonctionnement.** Le titulaire s'engage à satisfaire notamment les exigences suivantes :

- mobiliser un personnel compétent et qualifié au regard des prestations demandées ;
- respecter les délais d'exécution des prestations sauf cas de force majeure dûment notifié ;
- fournir le service demandé conformément aux exigences de qualité attendues par le service bénéficiaire ;
- respecter scrupuleusement les réglementations, normes en vigueur ou postérieures à la notification de l'accord-cadre ;
- exécuter les prestations selon les règles de l'art et dans le respect des prescriptions techniques ;

- assurer les prestations demandées dans des conditions optimales de sécurité, de confort et d'économie ;
- soumettre au service bénéficiaire les solutions possibles visant à améliorer la fiabilité des installations ou à faire des économies ;
- informer le service bénéficiaire des incompatibilités éventuelles des installations ;
- proposer toute actualisation adéquate en cas de modification de la législation, réglementation ;
- n'apporter aucune installation, modification sans l'accord express du service bénéficiaire ;
- garantir la continuité de service.

## ARTICLE 17 – MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET QUALIFICATION DU PERSONNEL

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites doit disposer d'une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles.

Compte tenu du périmètre des installations faisant l'objet du présent CCTP dont la particularité est d'agir pour la sécurité des personnes et des biens, les équipes d'intervention doivent compter des techniciens compétents en électronique et automatisme, et participer régulièrement à des stages de mises à niveau sur les différents équipements.

Le personnel doit être apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs.

Il est ajouté que les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur le système de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV tels que définis dans la norme NFS 61 – 931, à savoir :

- Niveau III : Personnel habilité à faire de la maintenance et de la vérification. Ce niveau permet de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue par le constructeur ; de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception ;
- Niveau IV : personnel autorisé par le constructeur. Ce niveau comprend toute intervention non prévue dans les niveaux I à III comme par exemple, dessoudage et remplacement à l'identique d'un composant électronique, modification du programme d'exploitation.

Ils seront obligatoirement titulaires des certifications APSAD délivrées par le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP) concernant la maintenance effectuée dans les domaines suivants:

APSAD & NF SERVICE I4-NF285- Octobre : Installations d'extincteurs mobiles  
2018

APSAD IF7 - Septembre 2018	: Systèmes de détection incendie (SDI, CMSI)
APSAD E1 - Mai 2019	: Systèmes sprinkleur et sprinkleur résidentiel
APSAD IF13 - Juin 2022	: Systèmes d'extinction automatique à gaz
APSAD F5 - Octobre 2019	: Installations de RIA-PIA
APSAD F3 - Mai 2014	: Colonnes d'incendie
APSAD F17 - Octobre 2014	: Systèmes de désenfumage naturel
APSAD F16 - Janvier 2022	: Dispositifs de compartimentage

Le titulaire mettra à disposition du service bénéficiaire un portail extranet de services afin de lui donner la possibilité de suivre ses installations de SSI et d'établir une collaboration via un espace de dialogue dédié.

Enfin, afin d'assurer un suivi en temps réel et personnalisé des installations, le DD2S bénéficiera du titulaire d'un service de télédiagnostic en cas de panne ou de dysfonctionnement ou de questionnement.

L'intervenant qui ne fournira pas à l'appui les certifications et agréments précités sera rejeté.

Il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires à la réalisation des prestations selon les bons de commande émis et les stipulations du présent document.

En cas d'absence de l'un des agents en charge d'une des prestations prévues à l'accord-cadre, ou en cas d'arrêt de travail d'un ou plusieurs de ses agents sur le site, le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations, dans les délais impartis.

Tout retard expose le titulaire à des pénalités.

Le personnel du titulaire porte des tenues de travail adaptées à l'activité, propres et identifiées au nom de l'entreprise.

Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la réglementation par ses employés, ainsi que de la prise de connaissance des documents contractuels.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire demeure responsable du respect de celles-ci.

## ARTICLE 18 – BILAN ANNUEL

Le titulaire devra faire parvenir au représentant du service bénéficiaire, un bilan annuel d'activité pour chacun des sites couvert par le présent accord-cadre sous format dématérialisé illustrant notamment :

- Une vue statistique fidèle de l'activité au cours de l'année écoulée, volumétrie, état des facturations et consommations à venir, état du stock tampon ;
- Récapitulatif des différentes interventions avec nombre et durée des interventions préventives, correctives et évolutives, pièces détachées, consommables utilisés,

rapports sur des interventions spécifiques, anomalies, inventaire des nouveaux matériels installés au cours de l'exercice, équipements en fin de vie ou défectueux à remplacer ;

- L'état des matériels, le cas échéant des propositions d'actions de modernisation ou de mise en conformité ;
- Inventaire exhaustif actualisé des équipements existants avec leurs caractéristiques (marque, type et n° de série) ;
- Le détail des opérations correctives à réaliser accompagné d'une synthèse des anomalies constatées ainsi que les mesures pour y remédier ;
- Un rapport sur la non-conformité éventuelles et sur l'évolution de la réglementation concernant les équipements entretenus ;
- Des propositions chiffrées d'actions visant à moderniser, mettre en conformité des installations ainsi que des préconisations en vue d'améliorer la qualité du service ;
- Un plan d'action et de progrès face aux éventuels problèmes rencontrés (préconisations visant à optimiser l'exécution de l'accord-cadre sur les aspects : logistique, technique, financier, administratif etc. ;
- Le nombre de formations par thématiques dispensées ainsi que le nombre d'agents bénéficiaires.

Le contenu de ce rapport d'activité doit avoir pour objectif de suivre l'exécution de l'accord-cadre et d'améliorer la qualité du service rendu, en particulier le fonctionnement des installations.

Le titulaire fera part de ses observations et suggestions qui permettront, le cas échéant, de prendre les dispositions qui imposent des ajustements et corrections éventuelles ainsi que des objectifs avancés.

**Ce rapport d'activité devra impérativement être transmis une fois par an, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre au service bénéficiaire.**

A défaut, en l'absence de production dudit document et/ou de retard non dûment justifié, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

Il est attendu que le titulaire prenne l'initiative de transmettre le document exigé dans le délai imparti sans que le représentant du service utilisateur n'ait à réaliser une demande expresse.

Plus généralement, les deux parties peuvent convenir d'une date afin de réaliser des rapides retours d'expériences afin de prononcer les mesures correctives qui s'imposent.



## ARTICLE 19 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans une démarche éco-responsable.

Il devra à cet effet :

- Optimiser la tournée des techniciens de maintenance afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ;
- Former les techniciens à l'écoconduite des véhicules ;
- Réduire les consommations d'énergie ; déchets (batterie, huiles, piles, filerie, câblage et divers emballages) ;
- Fournir les livrables attendus sous format dématérialisé ;

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de demander la communication sans délais des pièces justificatives.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

## ARTICLE 20 – REVERSIBILITE AU TERME DE L'ACCORD-CADRE

Au terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à accompagner le service bénéficiaire en assurant la réversibilité auprès du nouveau prestataire le cas échéant.

En conséquence, il prendra les engagements utiles de manière à faciliter la transmission des informations nécessaires à la reprise des prestations.

La phase de réversibilité doit permettre au service bénéficiaire la réappropriation de l'ensemble des données lui permettant de garantir une continuité de service sans rupture.

Cette phase est déclenchée à l'initiative du prestataire 2 mois calendaires avant l'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire sortant réalisera un état des lieux de sortie et assurera le recouvrement avec le prestataire entrant le cas échéant.

Cet état des lieux mentionnera la liste exhaustive des équipements, les carnets de maintenance à jour, l'ensemble de la documentation technique et réglementaire (plan de prévention, registre de sécurité, rapports de visites et contrôles réglementaires), l'historique des opérations réalisées, la référence des matériels et consommables.

En cas de méconnaissance, le titulaire s'expose aux pénalités énumérées à l'article 12 du CCAP.

## ARTICLE 21 - PERIMETRE D'INTERVENTION A TITRE INDICATIF

### Légende :

- matériel obsolète nécessitant un renouvellement dans le cadre d'un marché de modernisation ultérieur
- matériel exigeant une maintenance corrective (matériel en panne ou devant être reconditionné dans le cadre d'une maintenance quinquennale ou décennale)

### Article 21.1 - SSI et moyens de secours du site de Vendôme

SSI	Désignation	Quantité
Marque DEF	Centrale ECS DEF	1
	Centrale CMSI DEF	1
	Détecteurs optiques de fumée DEF (prévoir le remplacement de la moitié en 2024 et de l'autre en 2025)	643
	Détecteurs radio DEF	28
	Déclencheurs manuels DEF	95
	Portes coupe-feu (ventouses électromagnétiques)	25
	Diffuseurs sonores	46
	Flash lumineux	51
	Poste UAE DEF	1
Marque SIEMENS	Centrale ECS BC11-12 (matériel obsolète)	1
	CMSI STT10 (à changer)	1
	Détecteurs optiques de fumée DO1102A (matériel obsolète)	27
	Déclencheurs manuels DM1131 (matériel obsolète)	4
	DECT CCE1101F (matériel obsolète)	4
	Déclencheurs pyrotechniques MONOPIST (à changer)	8
	Bouteille azote 80L (à changer)	8
	Clapet coupe-feu	10

	Commande extérieure	4
	Affiches lumineuses (entrée interdite/ sortie immédiate) (à changer)	8
	AES 24-3B (à changer)	1
	Batteries (12-12) (à changer)	12
<b>MS</b>	<b>Désignation</b>	<b>Quantité</b>
	Extincteurs EPA 6L (prévoir changement du parc en 2025)	124
	Extincteurs EPA 5Kg	1
	Extincteurs CO2 2Kg	99
	Extincteurs poudre 6Kg	5
	Bouche incendie (en panne)	1
	Plans d'évacuation (obsolètes, à remplacer)	92
	Exutoire de fumées	10

## Article 21.2 - SSI et moyens de secours du site du Millénaire

SSI	Désignation	Quantité
<b>Millénaire 3</b>	Centrale FC20 (Marque SIEMENS)	1
	CMSI STT20 (Marque SIEMENS)	1
	Poste UAE (en panne)	1
	UGCIS	17
	Alimentation AES	6
	BAT12-17Ah	26
	BAT12-24Ah	2
	Détecteur FDO221 (prévoir le remplacement de la moitié en 2024 et de l'autre en 2025)	565
	Détecteur FDT221	5
	Détecteur de flamme FDF241-9	2
	Détecteur FDOOT241-9	26
	Détecteurs Linéaires FDL241 (à changer)	10
	Diffuseurs sonores	212
	Diffuseurs lumineux	94

	Diffuseurs sonores et lumineux	73
	Indicateur d'action	68
	Déclencheur adressable	86
	Tableau répétiteur	1
	Volet de désenfumage	373
	Ventouse pour porte coupe-feu	60
	Ventilateur de désenfumage	20
	Coffret de relayage	21
	Commande ouvrant en façade	5
	Arrêt technique	26
	Centrale extinction XC10	1
	BAT12-12 Batterie 12V	2
	Bouteille 80 L (changement prévu en 2024)	34
	Affiches lumineuses (entrée interdite / Sortie immédiate)	16
	Diffuseurs sonores et lumineux	5
	Déclencheur pyrotechnique	2
	Indicateurs d'action	4
	Commande d'extinction manuelle	3
	Détecteur FDOOT241-9	45
<b>MS</b>	<b>Désignation</b>	<b>Quantité</b>
Millénaire 3	Extincteurs EPA 6L( prévoir le remplacement de la moitié en 2024 et de l'autre en 2025)	224
	Extincteurs CO2 5Kg	17
	Extincteurs CO2 2Kg	106
	Extincteurs poudre 6Kg	25
	Extincteurs poudre 9Kg	8
	Exutoire	6
	Colonne sèche	6
	Portes coupe-feu (ventouses électromagnétiques)	142
	Plans d'évacuation (à remplacer)	134
	Porte coupe-feu DAD parking	4

	Centrale gestion Gaz parking + capteur No2 et Co2	1
	Moteur extraction Parking	6
	Ouvrant de désenfumage Skydomes (châssis de désenfumage « tympan »)	6
Millénaire 2	Extincteurs EPA 6L (prévoir le remplacement de la moitié en 2024 et de l'autre en 2025)	118
	Extincteurs CO2 5Kg	1
	Extincteurs CO2 2Kg	67
	Plan d'évacuation (obsolètes, à remplacer)	102

### Article 21.3 - SSI et moyens de secours du site de Russy-Bémont

Lot 1- SSI	Désignation	Quantité
	Centrale ECS CHUBB	1
	Centrale CMSI CHUBB	1
	Détecteurs optiques de fumée CHUBB (prévoir le remplacement de la moitié en 2024 et de l'autre en 2025)	74
	Barrières linéaires CHUBB	6
	Déclencheurs manuels CHUBB	13
	Diffuseurs sonores	22
Lot 2- Moyens de secours	Désignation	Quantité
	Extincteurs EPA 6L (à prévoir le remplacement en 2024)	36
	Extincteurs EPA 9L (à prévoir le remplacement en 2024)	54
	Extincteurs EPA 50Kg (à prévoir le remplacement en 2024 de 5 appareils)	6
	Extincteurs EPA 6L Lithium	10
	Extincteurs CO2 2Kg	15
	Extincteurs CO2 5Kg	19

	Extincteurs poudre 6Kg	5
	Extincteurs poudre 9Kg	19
	Ouvrant de désenfumage	15
	Exutoire	28
	RIA	13
	Surpresseur RIA	1
	Poteaux incendie	1
	Plans d'évacuation (obsolètes, à remplacer)	29